

**Israël - Territoires palestiniens -
Visite de M. Mahmoud Abbas,
président de l'Autorité palestinienne
- Déclaration de M. François
Hollande, président de la
République
(Paris, 07 février 2017)**

Monsieur le Président,

Je tenais à vous recevoir ici aujourd'hui, nous en avons convenu au lendemain de la conférence que nous avons organisée, à l'initiative de Jean-Marc Ayrault, pour le Proche-Orient.

Cette conférence a atteint ses objectifs : rassembler le plus grand nombre d'États, d'organisations internationales autour des principes qui permettaient d'ouvrir la négociation entre Israéliens et Palestiniens, parce que seul le contact direct, la discussion entre les deux parties peuvent régler le conflit israélo-palestinien.

Donc, cette conférence devait rappeler que la solution des deux États est la seule possible et qu'il ne peut pas y avoir d'autres objectifs que celui-là : permettre qu'il y ait deux États qui vivent en paix et en sécurité.

Depuis cette conférence, je dois reconnaître que l'accélération de la colonisation a encore compliqué la tâche, y compris pour la reprise des négociations qui pourtant est indispensable. L'accélération des colonisations, qui en plus a été couverte par un cadre légal, puisque le Parlement israélien hier a adopté un texte qui, s'il est confirmé par la Cour constitutionnelle, aurait comme conséquence de légaliser les colonies sauvages et d'ouvrir la voie à une annexion de fait des territoires occupés. Ce qui serait contraire à la solution des deux États. Je veux croire qu'Israël et son gouvernement peuvent revenir sur ce texte et peuvent retrouver - je pense que ce serait nécessaire - la voie de l'équilibre et donc de la négociation et du dialogue.

Je voulais aussi confirmer au président Abbas, la mobilisation de la France, toujours pour faire prévaloir la solution des deux États, pour faire avancer autant qu'il est possible les idées de la paix, même s'il y a des craintes. Je veux en exprimer une, qui serait une décision unilatérale de l'administration américaine et qui aurait, dans le contexte que je viens de décrire, des effets particulièrement graves, notamment pour ce que serait l'attitude des Palestiniens si cette décision qui à un moment a été énoncée, pouvait être traduite dans la réalité.

Il y a des moments où il faut faire avancer les conditions de la négociation, c'est ce que nous avons fait à Paris. Puis, il y a aussi des moments où il faut avertir, pour que nous n'allions pas

vers des tensions nouvelles au Proche-Orient. Il y en a suffisamment dans la région. Il y a suffisamment de drames, de tragédies. Encore ce matin nous apprenions qu'il y avait eu dans une prison syrienne 13.000 personnes qui avaient été torturées et tuées. Nous avons suffisamment de témoignages sur ce que subissent les populations civiles en Syrie et aussi en Irak pour que nous soyons conscients qu'il y a tout intérêt à retrouver le chemin du dialogue et de la négociation pour le Proche-Orient.

J'ai également assuré le président Mahmoud Abbas du soutien de la France dans le cadre de ses relations bilatérales avec l'Autorité palestinienne, pour que nous puissions continuer à fournir notre aide, notre soutien, sous de multiples formes, avec l'Union européenne. Et je ne cesserai pas d'ailleurs, à l'échelle de l'Union européenne, de rappeler quel est l'enjeu.

Parce que c'est aussi une leçon que je tire de ce qui vient de se produire. L'Union européenne doit être beaucoup plus présente, pas simplement en termes d'aide et de soutien au développement, elle l'est. L'Union européenne est l'organisation qui apporte le plus sur le plan financier. Mais l'Union européenne doit être également partie prenante sur le plan politique, je ne parle pas de ses institutions, je parle de tous les pays qui composent l'Union européenne et qui doivent peser pour qu'une solution soit trouvée. La solution, c'est la négociation entre Israéliens et Palestiniens pour la solution des deux États.

Merci, Président, d'être là aujourd'hui et vous savez que vous êtes toujours le bienvenu./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)